PROCÈS VERBAL SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 JUILLET 2024

Suite à la convocation en date du 24 juillet 2024, les membres du Conseil Municipal de la Commune de MANE se sont réunis à la Salle du Conseil Municipal le 29 juillet 2024 à 20 H sous la présidence de Monsieur Michel MASQUÈRE, Maire

La convocation a été affichée le 24 juillet 2024

- Présents : Mrs MASQUÈRE Michel, FURCY Alain, CASTEX Jean, BAZART Michel, DEVAUTOUR Florian et FERRANDI François
Mmes GUALTER Marie-Christine, ARTIGUES Martine et BOUIN Florence

Excusés : Mrs BOTTAREL Sébastien, CARLINI Claude, FINI Sandro, et WEIHSS Pascal
Mme NSIRI Marielle

Mr DEVAUTOUR Florian a été nommé secrétaire de séance.

APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DU 21 MAI 2024

APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DU CONSEIL EXTRAORDINAIRE DU 31 MAI 2024

TARIFS REDEVANCE ASSAINISSEMENT

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal les tarifs actuels de la redevance assainissement pour la collecte et le traitement des eaux usées :

- Abonnement annuel : 50 €
- m3 d'eau consommée : 0,90 €

Il propose de réévaluer les tarifs considérant l'évolution des coûts des prestations de maintenance soit :

- Abonnement annuel : **53 €**
- le m³ d'eau consommée : **0.95 €**

Où l'exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide de porter les tarifs à :

- Abonnement annuel : **53 €**
- le m³ d'eau consommée : **0.95 €**

Ces nouveaux tarifs figureront sur les factures établies à partir de l'exercice 2025 par le Syndicat Intercommunal des Eaux et de l'Assainissement des Vallées de l'Arbas et du Bas-Salat qui en assure le recouvrement.

VALIDATION PROJET CITY STADE ET DEMANDE DE SUBVENTIONS

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil que les jeux olympiques 2024 ont créé un engouement auprès des communes pour la création de terrains multisports type city stade. L'État et d'autres structures mobilisent des moyens importants pour subventionner les communes pour la création de city stade.

Le montant estimatif du projet s'élève à 75 705 € HT soit 90 846 € TTC.

Le projet city est prévu sur le budget 2025. Il convient toutefois de valider le projet de création du city stade afin de mobiliser les subventions rapidement.

Monsieur le Maire propose de valider le projet de création d'un city stade avec équipement divers et de solliciter les subventions nécessaires.

Où l'exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- De valider le projet
- D'autoriser Mr le Maire à engager les démarches nécessaires pour mobiliser et solliciter les structures ou dispositifs de soutien pour l'attribution de subventions.
- D'inscrire la dépense au budget 2025.

APPROBATION RAPPORT DE LA CLECT DU 9 JUILLET 2024 RELATIF A LA COMPÉTENCE « CONSTRUCTION – RÉHABILITATION – GESTION DE LA FOURRIÈRE/REFUGE ANIMAL DE SAINT-GAUDENS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 15 mars 2024 validant le transfert de compétence « construction – réhabilitation – gestion de la fourrière/refuge animal de Saint Gaudens » à la communauté de communes Cagire Garonne Salat

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 23 juillet 2020 portant création de la CLECT, et fixation de sa composition,

Vu le Code Général des Impôts, notamment l'article 1609 nonies C,

Vu le rapport de la CLECT en date du 9 juillet 2024 relatif à la compétence « construction – réhabilitation – gestion de la fourrière/refuge animal de Saint Gaudens »

Monsieur le Maire présente aux conseillers municipaux le rapport de la CLECT et indique que la CLECT a travaillé sur le transfert de charge sur la base des cotisations de chaque commune à l'ACPA selon le barème :

- 100 € pour les communes de moins de 200 habitants
- 250 € pour les communes entre 201 et 499 habitants
- 0.65 €/habitant pour les communes de 500 habitants et plus

Considérant que le rapport de la CLECT a été adopté lors de la réunion de la CLECT du 9 juillet 2024,
Considérant que le Conseil municipal de chaque commune membre est appelé à se prononcer, dans les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L 5211-5 du,

Le conseil municipal **Approuve** le rapport de la CLECT en date du 9 juillet 2024 relatif à la compétence « construction – réhabilitation – gestion de la fourrière/refuge animal de Saint Gaudens »

CRÉATION D'UNE REGIE DE RECETTES POUR L'ENCAISSEMENT DES DROITS DE PLACE

Monsieur le Maire indique à l'assemblée qu'il est nécessaire de réactualiser l'institution d'une régie de recettes concernant les droits de place pour encaisser les recettes issues du droit de place.

Où l'exposé et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- D'autoriser Monsieur le Maire à créer une régie de recettes issues du droit de place
- D'autoriser Monsieur le Maire à prendre par arrêté toutes les modifications nécessaires à l'acte de la régie.

TARIF MISE A DISPOSITION SALLE COMMUNE VILLAGE DE VACANCES POUR COURS DE FITNESS

Mr le Maire informe le Conseil Municipal qu'il a reçu une demande de Mme CONTRI Margot et Mr PETIT Baptiste, tous deux coachs sportifs diplômés, pour exercer leurs activités (cours sport/fitness) à la salle commune de complexe touristique de la Justale. En effet, les locaux dans lesquels ils exerçaient

leur activité auparavant ne sont plus disponibles. Ayant une clientèle fidélisée, ils cherchent à rester sur le secteur.

Monsieur le Maire, suite à un débat contradictoire, propose la mise disposition de la salle commune du Village Vacances du 01/09/2024 au 31/12/2024 pour un tarif mensuel de 250 €.

Où l'exposé et après avoir délibéré, l'Assemblée décide :

- De mettre à disposition la salle pour une période du 01/09/2024 au 31/12/2024
- D'appliquer le tarif cité précédemment.

SICASMIR – ADHÉSIONS DE NOUVELLES COMMUNES

Monsieur le Maire donne lecture du rapport suivant :

Les conseils municipaux des communes de **ARLOS** (délibération du 3 février 2023) **BACHOS** (délibération du 31 mars 2023) **BILLIERE** (délibération du 13 décembre 2022) ont demandé **leur adhésion** au SICASMIR pour les compétences obligatoires exercées par le syndicat.

Pour être accepté, l'adhésion d'un membre est subordonnée en application de l'article L5211-18 du code général des collectivités territoriales (CGCT), applicable aux syndicats fermés conformément à l'article L5711-1 du CGCT, à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Ainsi, lors de sa séance du 25 juin 2024, le Comité Syndical du Sicasmir a approuvé l'adhésion des communes comme exposé ci-dessus.

Les nouveaux statuts du Sicasmir entreront en vigueur par arrêté préfectoral sous réserve de l'accord de la majorité qualifiée requise des assemblées délibérantes.

Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'approuver** l'adhésion des communes de **ARLOS, BACHOS et BILLIERE**
- **De fixer** la date d'adhésion au 1^{er} janvier 2025
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions relatives à l'exécution de la présente délibération
- **De notifier** la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet du département de la Haute-Garonne, arrondissement de Saint-Gaudens et à Madame la Présidente du Sicasmir

SICASMIR – RETRAITS DE COMMUNES MEMBRES

Monsieur le Maire donne lecture du rapport suivant :

Les conseils municipaux des communes ci-après ont décidé de demander **leur retrait** du SICASMIR : **ANTIGNAC** - délibération n°2023-26 du 17 novembre 2023 **ESCANECABRE** - délibération n°2023-8/3 du 11 décembre 2023 **LABASTIDE-PAUMES** - délibération n°37/2023 du 13 novembre 2023 **MONTBERNARD** - délibération n°2023-28 du 13 décembre 2023 **MONTESQUIEU-GUITTAUT** - délibération n°35/2023 du 3 novembre 2023 **PUYMAURIN** - délibération n°2022/23 du 28 octobre 2022.

Pour être accepté, le retrait d'un membre est subordonné en application de l'article L5211-19 du code général des collectivités territoriales (CGCT), applicable aux syndicats fermés conformément à l'article L5711-1 du CGCT, à l'accord des conseils municipaux exprimé dans les conditions de majorité requises pour la création de l'établissement. Le conseil municipal de chaque commune membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant au maire pour se prononcer sur le retrait envisagé. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée défavorable. Ainsi, lors de sa séance du 25 juin 2024, le Comité Syndical du Sicasmir a approuvé les retraits des communes comme exposé ci-dessus.

Les nouveaux statuts entreront en vigueur par arrêté préfectoral sous réserve de l'accord de la majorité qualifiée requise des assemblées délibérantes.

Après en avoir délibéré, il est proposé au Conseil Municipal :

- **D'approuver** le retrait des communes de **ANTIGNAC, ESACANECRABE, LABASTIDE-PAUMES, MONTBERNARD, MONTESQUIEU-GUITTAUT et PUYMAURIN**
- **De fixer** la date de retrait au 31 décembre 2024
- **D'autoriser** Madame / Monsieur le Maire à prendre toutes les dispositions relatives à l'exécution de la présente délibération
- **De notifier** la présente délibération à Monsieur le Sous-Préfet du département de la Haute-Garonne, arrondissement de Saint-Gaudens et à Madame la Présidente du Sicasmir

QUESTIONS DIVERSES

Nomination coordonnateur communal pour recensement INSEE 2025 : D. HEUILLET informe le conseil qu'il convient de nommer un coordonnateur communal qui assurera le suivi du recensement auprès de l'INSEE. Le coordonnateur devra connaître la commune et idéalement une expérience du recensement de la population.

Le Conseil Municipal propose de contacter Mme BOISTELLE-DESPOUYS Véronique pour assurer la mission si elle l'accepte.

2 agents recenseurs devront également être recrutés.

23h45 la séance est levée.

M. MASQUERE	A.FURCY	J. CASTEX	M-C.GUALTER	M.ARTIGUES
M.BAZART	F. DEVAUTOUR	F.FERRANDI	M.NSIRI	P.WEIHSS
	S.FINI	S.BOTTAREL	C.CARLINI	F.BOUIN